

L'antiterrorisme donne une bouffée d'oxygène au gouvernement fédéral

Prise de vitesse, l'opposition peut difficilement critiquer l'arsenal de mesures antiterroristes déployé par l'exécutif fédéral sous peine de s'attirer les foudres de l'opinion publique.

EXPRESS

Le gouvernement va faire passer une batterie de **mesures contre la radicalisation** cette semaine et une seconde la semaine d'après: un tempo élevé destiné à profiter de l'aspiration créée par les attentats de Paris.

Le **PS** veut rediscuter des priorités budgétaires, mais ne s'oppose pas au **recours à l'armée pour la sécurisation des sites sensibles**. «Mais la police reste l'option numéro un», dit-on.

Chez **Ecolo**, on indique qu'*«on ne versera pas dans l'angélisme en matière de sécurité»*.

MARTIN BUXANT

Ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui dira le contraire: tout l'inconfort du chef de file de l'opposition, en France, a été résumé par ce désormais cliché, frisant le ridicule, où l'on voit celui qui fut président de la France jouer des coudes pour se mettre à niveau des actuels chefs d'État et de gouvernement. Comme il est malaisé, en effet, pour l'opposition de trouver un juste ton en ces temps graves où, concorde nationale ou presque oblige, la voie de la critique est terriblement étroite. Et en Belgique, le gouvernement fédéral a saisi la balle au bond dans la foulée des attentats de Paris, prenant l'opposition de vitesse. L'exécutif présente une première batterie de mesures antiterroristes et destinées à lutter contre la radicalisation, dès ce vendredi en Conseil des ministres («L'Echo» du 13 janvier) et poursuivant sur sa lancée, la coalition de quatre partis pourrait même faire passer le second train de mesures la semaine suivante. «On bat le fer tant qu'il est chaud», se félicite un membre du gouvernement. Au Parlement, mardi, le Premier ministre a poussé un pas plus loin encore en appelant à dépasser les clivages majorité/opposition dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Charles Michel sait pertinem-

ment que l'opposition ne peut se permettre de battre en brèche les efforts déployés pour enrayer le radicalisme alors que les morts de Paris sont encore dans tous les esprits.

Le plus grand parti d'opposition, le PS, se tâte. Outre le fait que les questions d'ordre sécuritaire n'ont jamais été le dada des partis de gauche, la chef de file Laurette Onkelinx préfère attendre de voir les propositions concrètes du gouvernement avant de se pro-

noncer. Elle appelle le gouvernement à associer l'opposition à la réflexion sur ces mesures antiterroristes. «Via le Parlement ou via les partis», propose Laurette Onkelinx. Inutile d'écrire qu'au sein de la majorité, on ricane. «Le PS vote soit pour soit contre nos mesures, mais on ne va pas lancer une nouvelle grand-messe, on doit avancer vite et être efficace», martèle une source gouvernementale en opposant une fin de non-recevoir à la demande du PS. Chez Ecolo, la députée Zakia Kattabi ramasse: «Nous partageons l'objectif de sécurité pour tous, nous ne verserons certainement pas dans l'angélisme, mais nous veillerons à la protection des libertés individuelles».

Un des points les plus sensibles du débat actuel concerne le recours à l'armée pour effectuer des missions de police. On se souviendra que Laurette Onkelinx elle-même, alors qu'elle était vice-Première ministre, avait suggéré le déploiement de militaires en février 2011 dans le réseau bruxellois de la Stib afin de le sécuriser.

Difficile pour les socialistes d'aller clairement contre ce recours aux militaires, donc. «L'armée peut être engagée dans des missions de sécurisation si les risques terroristes sont élevés. C'est à discuter, mais la première option reste la police», decode le député Willy Demeyer. Le PS soutiendra les initiatives qui renforcent la sécurité des citoyens belges. Pour Ecolo, Zakia Kattabi estime que «le recours à l'armée n'est pas la solution miracle»: «on ne va pas réinventer l'eau chaude, il faut faire preuve d'efficacité», dit-elle alors que 10.000 militaires sont désormais engagés en France dans des missions de sécurisation des sites sensibles dans le ca-

dre du plan Vigipirate. Au FDF, Olivier Maingain estime lui aussi que l'armée n'apportera pas toutes les réponses aux problèmes de sécurisation des sites sensibles.

Mais l'un dans l'autre, en cas de menace réelle, les formations politiques d'opposition devraient appuyer le recours aux forces armées pour des missions de police.

Limiter les économies

Logique aussi: ces partis demandent que les priorités budgétaires du gouvernement fédéral soient revues à la lumière des priorités données à l'antiterrorisme. «Nous demandons qu'on puisse rediscuter du budget, que les économies effectuées dans le domaine de la police et des services de renseignement soient revues par le gouvernement», insiste Willy Demeyer. «Avant de proposer de nouvelles mesures, donnons à la police les moyens de faire correctement son travail», ponctue Zakia Kattabi.

Ici, ils devraient trouver un écho favorable en la personne du ministre de la Justice Koen Geens. Mardi matin sur les antennes de BELRTL, celui-ci a indiqué que dans le cadre du contrôle budgétaire de mars prochain, il comptait bien batailler pour limiter les économies qui doivent être réalisées par la police et le renseignement.

La fenêtre politique est donc relativement plus tranquille pour le gouvernement fédéral, s'il navigue adroitement, que les débuts épiques qu'il a connus. D'autant que sur le front social, la probabilité de voir des nouvelles actions de contestation est relativement faible — du moins à court terme.

Un peu d'oxygène pour cette coalition qui, en mars prochain, va devoir ouvrir un nouveau round budgétaire qui s'annonce d'ores et déjà très corsé.

«Le Parti socialiste soutiendra les initiatives qui renforcent la sécurité des citoyens belges.»

WILLY DEMEYER
DÉPUTÉ